



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Service information et presse

REVUE DE PRESSE
DU SERVICE INFORMATION ET PRESSE

Article Lëtzebuerger Land 21.07.2023 Du profit shifting au tax shift

Veillez noter que l'accès à nos revues de presse est strictement personnel et confidentiel.
Par conséquent, votre LOGIN et votre PASSWORD ne peuvent être utilisés par des tiers sous aucun prétexte.
Les articles ne peuvent être diffusés à des personnes qui ne font pas partie de l'Administration.
Tout abus constaté par le SIP sera sanctionné par un blocage de votre accès !

Table des matières

Du profit shifting au tax shift
d'Luxemburger Land du vendredi 21 juillet 2023

1

Du profit shifting au tax shift

« Nous avons besoin d'une nouvelle sorte de taxe pour nous éloigner de l'économie linéaire », a fait savoir Romain Poulles, président du conseil supérieur du développement durable jeudi matin lors d'une conférence de presse au Musée du déchet (MUD), route d'Arlon à Strassen (photo : pso). Cet aréopage de quinze experts rassemblés depuis 2004 pour alimenter le débats sur le développement durable s'intéresse ici à la taxation de la pollution, « une pièce du puzzle parmi d'autres », précise Romain Poulles. Et il s'avère que le bon vieux principe du pollueur payeur n'est pas appliqué au Luxembourg. « A mere 0.03% of tax revenues are based on resource use and pollution. This means that the Polluter Pays Principle is not consistently applied », écrivent les auteurs du chapitre local de l'étude présentée cette semaine, *Turning tax into a force for good | The Ex'tax Project*.

Cette partie éditée par le Conseil supérieur du développement

durable avec la collaboration du Statec complète l'étude générique préparée en juin 2022 par les Big Four et Cambridge Econometrics, *The Taxshift. An EU fiscal strategy to support the inclusive circular economy*. The Ex'Tax Project, qui a pour punchline « Tax pollution not people », consiste en un programme visant à donner aux pays membres de l'Union européenne les informations et outils pour mener des politiques fiscales visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre. La Goldschmeding Foundation (du fondateur du géant mondial du recrutement Randstad, d'origine néerlandaise) et la Degroof Petercam Foundation (du groupe belge éponyme) financent les recherches.

Les géants de l'audit que sont PWC, Deloitte, EY et KPMG, avaient été stigmatisés fin 2014 pour avoir joué un grand rôle dans « l'obscurité offshore » (*offshore murk*), selon les termes du consortium international de journalistes qui avait publié les Luxleaks. Après avoir excellé dans le *profit shifting* permettant aux multinationales de loger les

bénéfices dans les juridictions où elles ne paient pas ou très peu d'impôts, ces mêmes firmes pilotent maintenant la transition écologique grâce au levier fiscal.

Payons pour voir. Le chapitre luxembourgeois présenté ce jeudi tient compte des ajustements statistiques liés à l'emploi frontalier. Le Luxembourg est avant-dernier de l'UE en taxation environnementale avec 1,4 pour cent du PIB. La taxation écologique contribue seulement pour 3,8 pour cent des recettes fiscales. Tandis que la taxation du travail en apporte 47,3 pour cent. En cette année électorale, l'étude prodigue des recommandations pour remettre le Grand-Duché sur les rails d'une taxation durable avec des remises d'impôts (réduction de quarante pour cent de l'imposition sur les revenus des personnes physiques, augmentation de vingt pour cent des subsides aux ménages les moins dotés). Sont proposées en contrepartie d'une imposition de l'utilisation des ressources : Vingt pour cent d'augmentation de charge kilométrique, 47 pour

cent d'augmentation de la TVA ou encore 19 pour cent de la taxation des transports aériens. Les ajustements porteraient sur deux milliards d'euros de recettes fiscales (soit moins d'un dixième du total).

En mettant progressivement ces mesures en place d'ici cinq ans, le PIB du Luxembourg croîtrait de 0,5 pour cent, l'emploi de 1,4 pour cent, écrivent les auteurs du rapport. Les émissions de CO₂ chuteraient de 11,6 pour cent. « Companies that 'do more with less' will gain a competitive advantage in the current climate », lit-on par ailleurs. Un aspect sur lequel a insisté jeudi matin Georges Bock, spécialiste de la finance et de la fiscalité au sein du Conseil supérieur pour un développement durable. Le fiscaliste a notamment dirigé KPMG Luxembourg de 2012 à 2014 et est actif aujourd'hui dans le monde des start-up. Georges Bock (qui siège également au conseil d'administration des Éditions D'Letzeburger Land) précise : « Mir maachen keng Politik hei ». pso